



## Le financement local du développement :

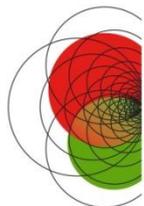
### Innover dans les finances municipales pour une croissance inclusive

Conférence-Forum des Gouvernements Locaux et Régionaux  
*Focus sur les PMA*

Small CH4- New Complex building - Union Africaine  
Addis Abeba, Ethiopie - 15 Juillet 2015

#FFDlocal

avec la collaboration de :



**GLOBAL TASKFORCE**  
OF LOCAL AND REGIONAL GOVERNMENTS  
FOR **POST-2015** DEVELOPMENT AGENDA  
TOWARDS **HABITAT III**



**African Union**  
a United and Strong Africa

## Contexte

---

### **Le développement durable ne peut se réaliser sans une mise en œuvre à l'échelle locale.**

Cette idée a été réaffirmée pendant tout le processus de débat de l'Agenda de développement Post-2015, et plus spécifiquement pendant la consultation lancée par le Groupe de Développement des Nations Unies en 2014, sur les moyens de mise en œuvre des ODD.

Art. 42. Nous réaffirmons que les organismes publics et législatifs, à tous les niveaux, ont un rôle clef à jouer dans la promotion du développement durable. Nous reconnaissons en outre les efforts déployés et les progrès réalisés aux niveaux local et sous-national, ainsi que le rôle non négligeable que les gouvernements locaux et sous-nationaux et les collectivités peuvent jouer en vue du développement durable, notamment en se rapprochant des citoyens et des parties prenantes et en leur fournissant les informations nécessaires, selon qu'il convient, sur les trois dimensions du développement durable.

#### **Déclaration Rio + 20 "L'avenir que nous voulons"**

Le rapport final "Réussir l'Agenda Post 2015 - Opportunités aux niveaux national et local" affirme que :

- une approche intégrée multi-niveaux et multi-acteurs est nécessaire pour promouvoir un agenda du changement au niveau local.
- Une gouvernance locale effective peut assurer l'intégration d'une diversité d'acteurs locaux, créant ainsi une appropriation large, un engagement et une responsabilité accrue.
- Un engagement national fort est nécessaire pour fournir des cadres légaux appropriés et renforcer les capacités institutionnelles et financières des gouvernements locaux et régionaux

Le rapport rappelle également dans ses conclusions :

- Les gouvernements locaux et régionaux (GLR) sont essentiels pour promouvoir un développement durable inclusif dans leurs territoires et sont ainsi des partenaires nécessaires à la mise en œuvre de l'agenda Post 2015.

### **La communauté internationale commence donc aujourd'hui à adhérer à l'idée selon laquelle la dimension locale du développement est essentielle.**

Renforcer le secteur public au niveau local devient ainsi l'une des stratégies identifiées en mesure de garantir la durabilité des interventions, en maintenant le niveau d'investissements dans les infrastructures, et en assurant un accès équitable aux services pour tous les citoyens.

Les gouvernements locaux constituent également la sphère gouvernementale la plus proche des individus et la première enceinte de leur participation dans les affaires publiques. En tant que fournisseurs de services abordables et équitables pour tous, ils sont ainsi essentiels pour assurer la mise en œuvre d'un développement durable appliqué.

Afin de mieux servir leurs citoyens, et assurer la responsabilité des multiples compétences dont ils sont pourvues, les gouvernements locaux et régionaux ont besoin d'être renforcés via des politiques spécifiques et la mise en place de mécanismes financiers particuliers. Des finances municipales durables sont essentielles, de même qu'une approche intégrée de l'usage des ressources, afin d'assurer l'efficacité des dépenses et de garantir que les populations en difficultés bénéficient également des ressources et des services publics existants.

## **Mobiliser les ressources locales..**

---

Les municipalités ne peuvent dépendre uniquement de la décentralisation fiscale ou des transferts du gouvernement central pour répondre aux besoins croissants d'une population grandissante. Des sources innovantes de financement doivent être trouvées ainsi que de nouvelles approches sur la taxation et les revenus locaux. L'une des principales causes de l'instabilité locale réside en effet dans les difficultés éprouvées par les municipalités à accéder aux ressources financières nécessaires, à les mobiliser et les gérer, ce qui va souvent de pair avec l'absence de planification ou de données disponibles lors de prises de décisions affectant les coûts présents et futurs des services locaux.

Par ailleurs, les revenus locaux doivent être employés de façon à offrir des services de base abordables, bas carbone et sûrs, tels que l'eau, l'assainissement, l'énergie, la sécurité, la mobilité ou l'accès à l'espace public. Utiliser des stratégies efficaces et d'économie dans la gestion municipale est aussi essentiel qu'augmenter les revenus municipaux, et ceci est rarement atteint sans intégrer des éléments de transparence et de vérification des comptes dans le fonctionnement municipal. L'opacité de la gestion financière érode en effet la confiance des investisseurs dans la fiabilité de la délivrance des services publics locaux et décourage le développement du secteur privé.

Tel que présenté dans l'Agenda 2063 intitulé « l'Afrique que nous voulons », l'un des leviers de la transformation de l'Afrique réside dans la nécessité de mobiliser des ressources locales pour financer et accélérer sa transformation économique et sa gouvernance démocratique. Le potentiel des revenus locaux reste largement inexploité, la plupart des gouvernements locaux en Afrique reposant essentiellement sur les transferts des gouvernements centraux et le financement direct de projets.

**Article 7.1.** Les gouvernements centraux doivent adopter des législations, mesures et établir des mécanismes pertinents pour donner aux gouvernements locaux l'autorité de mobiliser et de déboursier des ressources au niveau local pour le développement économique local.

**Article 16.h.** Les gouvernements locaux doivent identifier et établir des mécanismes et des processus pour un usage efficient des ressources financières dans la provision de services de qualité, tel que défini par la loi.

**Charte de l'Union Africaine sur les Valeurs et les Principes de la Décentralisation, la Gouvernance Locale et le Développement Local**

## **.. et créer de nouvelles opportunités**

---

En dépit des défis présentés ci-dessus, les municipalités du monde entier (grandes et petites, urbaines et rurales) expérimentent des stratégies financières innovantes pour mobiliser des ressources locales (par ex. financement basé sur la captation des plus-values foncières, nouvelles taxes et redevances) ou accéder à des ressources externes à travers des investissements privés et l'accès à l'emprunt et aux marchés de capitaux.

Afin de permettre aux gouvernements locaux de développer de tels mécanismes, surtout dans les Pays les Moins Avancés, il est nécessaire de garantir un environnement légal, règlementaire et économique approprié.

Il est également nécessaire de structurer des intermédiaires adaptés aux niveaux régional et national et de renforcer les capacités des municipalités dans l'élaboration de projets bancaables et solvables afin d'attirer les investisseurs.

## Une journée d'échange pour la définition de propositions d'actions conjointes

Cette journée réunira des gouvernements locaux et leurs partenaires, tels que des représentants de gouvernements, des Agences des Nations Unies, des institutions financières internationales et nationales, des investisseurs privés, des agences de notation et des fondations pour échanger et partager leurs pratiques et expériences relatives aux stratégies financières innovantes à destination des gouvernements locaux.

L'objectif est d'identifier des opportunités pour inspirer et développer des modèles innovants dans le contexte des PMA en réunissant des partenaires potentiels, au moment où les Etats Membres se réunissent à Addis Abeba pour discuter du futur cadre financier du Nouvel Agenda mondial du Développement, avec l'intention de rappeler à la communauté internationale que tout développement est d'abord local, et que de fait, tous les niveaux de gouvernements partagent la responsabilité de servir les citoyens et doivent être en capacité de mener à bien cette mission. Le financement local est essentiel pour un développement inclusif et équitable, et doit être considéré comme partie intégrante du discours global sur le Financement du Développement.

### Objectifs

- 1) Identifier les besoins et manques autour de la question des finances municipales dans les Pays les Moins Avancés, avec un focus sur le contexte africain et une attention spécifique aux différents besoins en matière de finance municipale à l'échelle métropolitaine, intermédiaire et rurale.
- 2) Fournir une opportunité de dialogue et d'évaluation commune des besoins de financement entre les gouvernements locaux et nationaux et les partenaires du développement.
- 3) Echanger des expériences et des solutions innovantes sur l'accès aux différentes sources de financement des municipalités, telles que :
  - Les transferts entre les gouvernements locaux et centraux
  - Le renforcement des revenus locaux
  - L'accès aux marchés de capitaux et à l'emprunt
  - Les sources de financement vert
- 4) Identifier des pratiques et approches innovantes en matière de gestion municipale et de finance.
- 5) Identifier des dynamiques et outils déjà disponibles afin de les renforcer et les articuler, notamment sur la transparence dans la gestion locale, l'amélioration de la qualité des services publics fournis et l'accroissement des revenus locaux.
- 6) Intégrer et promouvoir ces problématiques et propositions au processus « Financement du Développement », notamment à travers une participation aux événements parallèles officiels.

### Participants

L'activité est ouverte aux représentants des gouvernements locaux et centraux. Grâce au support financier de l'UN Capital Development Fund, un soutien est apporté à plusieurs représentants de gouvernements locaux des PMA d'Afrique. Cette activité s'adresse spécifiquement aux :

- Maires, gouverneurs et représentants d'autres gouvernements locaux élus; personnels des gouvernements locaux
- Associations de gouvernements locaux
- Ministres et représentants des Ministères des Finances ou en charge des Gouvernements Locaux
- Agences de l'ONU
- Représentants du secteur privé, société civile et partenaires impliqués dans la conférence FFD d'Addis Abeba
- Institutions Financières Internationales (Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Agence Française de Développement, USAID, etc.)
- Institutions Financières Nationales (FEICOM du Cameroun, Réseau RIAFCO).
- Fondations (Fondation Bill et Melinda Gates)
- Agences de notation (Bloomfied, Fitch Rating)

## **Modalités**

L'activité est gratuite mais la participation doit être approuvée au préalable par le Secrétariat. Pour davantage d'informations et pour vous inscrire, merci de contacter :

- Diana Lopez Caramazana, Unité Gouvernements Locaux et Décentralisation, ONU-Habitat

[Diana.lopez@unhabitat.org](mailto:Diana.lopez@unhabitat.org)

- Carlos de Freitas – Directeur des Programmes - FMDV

[cdefreitas@fmdv.net](mailto:cdefreitas@fmdv.net)

Les bonnes pratiques identifiées seront intégrées à la plateforme en ligne Uraia pour l'innovation dans la gestion municipale.

Pour plus d'informations :

[www.uraia.org](http://www.uraia.org)

## Agenda prévisionnel

---

Mardi 14 juillet – 20h  
Dîner officielle auprès du restaurant Yod Abssynia  
Bole Medhaniyalem Area près de l'hôpital Brass  
Tel. +251 (0)116 612 985

Mercredi 15 Juillet	
09:00 – 10.00	<p><b>OUVERTURE</b></p> <p><b>Objectifs du Développement Durable et Financement du Développement : du global au local</b> Etat des discussions, attentes et futurs impacts pour les gouvernements locaux et régionaux des Pays les Moins Avancés</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Joan Clos</b>, Sous Secrétaire général des Nations Unies et Directeur exécutif d'UN-Habitat</li><li>• <b>Hon. Mekuria Haile</b>, Ministre du Développement Urbain et de la Construction, Ethiopie</li><li>• <b>Foyeno Folla</b>, Directeur du Bureau du Développement économique et des Finances, en représentation du Maire d'Addis Abeba, Ethiopie</li><li>• <b>Judith Karl</b>, Secrétaire exécutive, United Nations Capital Development Fund</li><li>• <b>Représentant de l'Union Africaine</b></li></ul> <p><b>Lancement du Programme Municipal Investment Finance de l'UNCDF</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>David Jackson</b>, Directeur de la Division Pratiques locales, UNCDF</li><li>• <b>Jean-François Habeau</b>, Directeur exécutif, FMDV</li></ul>
10:00– 11.00	<p><b>SECURISER, MOBILISER ET VALORISER LES RECETTES LOCALES POUR UN EFFET LEVIER :</b></p> <p><b>TRANSFERTS CENTRAUX, FISCALITE LOCALE, FINANCEMENT VERT ET QUALITE DE LA DEPENSE</b> <b>EFFICIENCE, DURABILITE ET INNOVATION DANS LA FINANCE MUNICIPALE DES PMA</b></p> <p><u>Modération</u> <b>David Jackson</b>, Directeur de la Division Pratiques locales, UNCDF</p> <p><u>Contributions aux débats</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Philippe Akoa</b>, Directeur général, FEICOM, Président du RIAFCO <i>Sur la dynamique des Fonds de Développement Municipaux en Afrique et de leur réseau, le RIAFCO, et leurs rôles et expériences dans l'opérationnalisation des stratégies de financement du développement local</i></li><li>• <b>El Hadj Malick Diop</b>, Président de la Commission Finance du Conseil des Collectivités Territoriales (CCT) de l'UEMOA <i>Sur le Mécanisme régional de financement des Gouvernements locaux de l'UEMOA, une dynamique intra-communautaire de renforcement des finances municipales</i></li><li>• <b>Frederick Gume</b>, Président de l'Union des Gouvernements Locaux d'Ouganda, ULGA <i>Introduction aux réalités des collectivités territoriales ougandaises en matière de financement et de finances municipales</i></li><li>• <b>Yekbun Gurgoz</b>, Coordinatrice Finance, Climate And Clean Air Coalition (CCAC) <i>Sur les initiatives de la CCAC sur les Déchets solides municipaux et les Véhicules diesel lourds, ainsi que sur les ingénieries financières de la CCAC en</i></li></ul>

	<p><i>cours de définition.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Gulelat Kebede</b>, Coordinateur de la Branche Economie Urbaine, UN Habitat <i>Sur les outils mis en place par UN Habitat notamment sur la captation de la plus-value foncière</i></li> <li>• <b>Dmitry Pozhidaev</b>, Conseiller technique régional, Finance du Développement local, UNCDF <i>Sur le bilan tiré des divers programmes de renforcement des finances municipales, développés par UNCDF en Afrique et en Asie</i></li> <li>• <b>François Yatta</b>, Directeur des Programmes, CGLU-Afrique <i>Sur les réalités de la fiscalité locale en Afrique, les stratégies à mettre en œuvre, et la dynamique AfricaFinet, le Réseau des Directeurs financiers africains</i></li> </ul> <p><u>Commentaires et mise en perspective</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Jean-Pierre Elong Mbassi</b>, Secrétaire Général, CGLU Afrique</li> </ul>
11.15 – 11.30	 <i>Pause Café</i>
11.30 – 12.30	<p><b>Débat ouvert entre les participants</b> <i>Propositions, initiatives, expériences, commentaires</i></p> <p><u>Remarques d'ouverture</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Fatimetou Abdel Malik</b>, Maire de Tevragh Zeina, Mauritanie, Présidente du Réseau des Femmes Elues d'Afrique (REFELA)</li> <li>• <b>Mouhamadou Adam Dramane</b>, Directeur de la Prospective, du Développement et des Relations Extérieures, Mairie de Parakou, Bénin</li> </ul>
12.30 – 14.00	 Déjeuner
14.00 – 16.00	<p><b>EMPRUNT ET ACCES AU MARCHE DES CAPITAUX : POUR UN NOUVEL AGE DU FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT URBAIN DANS LES PMA</b></p> <p><u>Modération</u> <b>Dmitry Pozhidaev</b>, Conseiller technique régional, Finance du Développement local, UNCDF</p> <p><u>Contributions aux débats</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Jean-François Habeau</b>, Executive Director, FMDV <i>Sur les différentes stratégies et propositions opérationnelles en discussion entre les associations internationales de collectivités et les partenaires du développement</i></li> <li>• <b>Geoffrey Makhubo</b>, Maire adjoint aux Finances, Johannesburg, Afrique du Sud, Vice-Président du FMDV <i>Sur la stratégie financière de Jo'burg, et l'expérience des émissions obligataires vertes, des Jozi' Bonds, et le lancement en Afrique du Sud du Programme du FMDV sur les Mécanismes Infranationaux de Financement Groupé</i></li> <li>• <b>Jérémy Daussin Charpantier</b> or <b>Marie Bjornson-Langen</b>, Agence Française de Développement – AFD <i>Bilans et perspectives sur l'expertise des prêts directs aux entités infranationales, le soutien aux Académies de la Solvabilité, et la méthodologie PEFA</i></li> <li>• <b>David Jackson</b>, Directeur de la Division Pratiques locales, UNCDF <i>Sur le programme MIF et les bilans d'expérience d'UNCDF</i></li> <li>• <b>Khalifa Sall</b>, Maire de Dakar, Sénégal, Président de CGLU-A, Vice-Président du FMDV <i>Sur le bilan de l'expérience de Dakar sur le renforcement des capacités financières de la ville et la stratégie d'émission obligataire</i></li> </ul>

	<p><i>Commentaires et mise en perspective</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Bernadia Tjandradewi</b>, Secrétaire Général, CGLU-ASPAC</li> </ul>
16.00 – 17.30	<p><b>Débat ouvert entre les participants</b>  <i>Propositions, initiatives, expériences, commentaires</i></p> <p><i>Remarques d'ouverture</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Didas Massaburi</b>, Maire de Dar-es-Salam, Tanzanie</li> <li>• <b>Ben Manyenyeni</b>, Maire de Harare, Zimbabwe</li> </ul>
17.30 – 18.00	<p><b>Conclusions</b>  Design d'actions opérationnelles conjointes  Et suivi du processus de mise en œuvre des ODD et du futur Nouvel Agenda Urbain</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Judith Karl</b>, Secrétaire exécutive, United Nations Capital Development Fund</li> <li>• <b>Fatallah Oualalou</b>, Maire de Rabat, Président de la Commission Finances Locales de CGLU, représentant de la Global Taskforce des Gouvernements locaux et régionaux</li> <li>• <b>Michèle Sabban</b>, Présidente, FMDV</li> <li>• <b>Khalifa Sall</b>, Maire de Dakar, Sénégal, Président de CGLU-A, Vice-Président du FMDV</li> <li>• <b>François Albert Amichia</b>, Président du Conseil des Collectivités Territoriales (CCT) de l'UEMOA</li> </ul>

## **Partenaires organisateurs**

---

**United Nations Capital Development Fund - UNCDF** est l'agence des Nations Unies pour l'investissement pour les 49 Pays Moins Avancés du monde. Elle crée de nouvelles opportunités pour les individus en situation de pauvreté et les petites entreprises en augmentant l'accès à la micro-finance et aux capitaux d'investissement. UNCDF se concentre sur l'Afrique et les pays les plus pauvres d'Asie, avec un engagement particulier pour les pays sortant de conflit ou de crise. Elle apporte le capital de départ – subventions et prêts – et l'assistance technique pour aider les institutions de micro-finance à atteindre plus de foyers pauvres et de petites entreprises. Les gouvernements locaux financent quant à eux les investissements en capitaux – systèmes d'approvisionnement en eau, voies de desserte, écoles, systèmes d'irrigation – qui amélioreront la vie des plus pauvres. Les programmes de l'UNCDF appuient l'émancipation des femmes et sont conçus pour catalyser de larges flux de capitaux du secteur privé, des gouvernements nationaux et des partenaires du développement, pour avoir un large impact dans le cadre des Objectifs du Millénaire.

**Le Fonds Mondial pour le Développement des villes** – Le FMDV a été créé en Octobre 2010 par Metropolis et CGLU afin de devenir une organisation internationale réunissant les gouvernements locaux (villes, provinces/états fédérés) et leurs réseaux autour de solutions économiques et de financement pour un développement urbain durable. Le FMDV appuie les gouvernements locaux à travers une expertise technique et une ingénierie financière de leurs projets afin de renforcer les dynamiques économiques locales et de faciliter l'accès des collectivités territoriales aux ressources financières nécessaires à la mise en œuvre de leurs stratégies de développement urbain. Le réseau promeut une approche holistique de l'économie urbaine et du financement du développement urbain, tant en terme d'outils traditionnels (prêt bancaire, émission de bons, optimisation de la taxation locale, partenariats public-privé ou public-public) qu'en matière endogène (revitalisation locale socio-économique, productivité et attractivité urbaine, économie verte responsable, valorisation et mobilisation des ressources locales, économie sociale et solidaire). Le FMDV appuie les transferts de connaissances pair à pair à travers un soutien aux dynamiques de coopération décentralisée. Basé à Paris, le FMDV a des bureaux régionaux pour l'Afrique à Rabat, pour l'Amérique Latine à Mexico City, pour le Moyen Orient et l'Asie Orientale à Machhad en Iran et trois représentations nationales à Istanbul (Turquie), Brasilia (Brésil) et Washington DC (Etats Unis).

### **ONU-HABITAT, Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains**

L'Unité des Gouvernements Locaux et Décentralisation fait partie du Département Législation urbaine, Gouvernance et Foncier à ONU-Habitat. Sa tâche principale est de renforcer le rôle des Gouvernements locaux en tant qu'acteurs clés du développement, comme cela a été souligné par la Déclaration Rio+20. L'Unité appuie les gouvernements locaux et leurs associations en travaillant étroitement avec les gouvernements territoriaux et centraux pour établir des mécanismes de dialogue, échanger les bonnes pratiques et appuyer des projets de renforcement des gouvernements locaux et régionaux à travers une juste distribution des ressources et des responsabilités. Le rôle de l'Unité consiste à développer des programmes normatifs et opérationnels en vue de partager les expériences et de diffuser les bonnes pratiques en matière de gouvernance locale, de démocratie et d'accès aux services de base. En se concentrant sur les besoins des gouvernements locaux, l'unité aborde les défis de la gestion locale à travers le développement d'outils, d'instruments et de méthodes sur mesure, avec pour objectif final de renforcer les capacités des gouvernements locaux. ONU-Habitat promeut aussi la coopération directe entre administrations locales (coopération décentralisée et de ville à ville) et plaide pour le rôle essentiel des gouvernements locaux à l'échelle mondiale.

**Le Comité Technique Spécialisé de l'Union Africaine sur le Service public, les gouvernements locaux, le développement urbain et la Décentralisation**, constitue un organe technique important de l'UA. Le Comité a été établi selon l'article 25 du Traité de la Communauté Economique Africaine (traité d'Abuja). Avec la transformation de l'OEA en UA, les Comités Techniques Spécialisés (CTS) ont été créés par l'acte constitutif de l'Union Africaine selon les articles 14 à 16. Les STC de l'UA remplacent toutes les conférences ministérielles de l'UA et travailleront en étroite collaboration avec les différents départements de la Commission de l'UA pour apporter des éléments de leurs aires de spécialisation au travail du Conseil Exécutif de l'UA. Les trois conférences ministérielles suivantes: la Conférence ministérielle pour le service public/civil (AU-CAMPS), la Conférence ministérielle sur la Décentralisation et le Développement Local (AMCOD) et la Conférence Africaine sur le Logement et le Développement urbain (AMCHUD) sont désormais réunies et transformées dans le CTS de l'UA sur le Service Public, les Gouvernements Locaux, le Développement urbain et la Décentralisation.

**Le Groupe de Travail Mondial des Gouvernements locaux et régionaux pour l'agenda post-2015 et vers Habitat III (Global Taskforce)**, réunit tous les réseaux les plus importants de gouvernements locaux et régionaux et leurs partenaires du développement se sont engagés à travailler ensemble et à

contribuer aux processus internationaux de prise de décision, ainsi qu'à appuyer un agenda mondial centré sur les individus et sensible à la planète pour répondre aux défis universels du 21<sup>e</sup> siècle. Ce groupe de travail mondial porte la voix des gouvernements locaux et met en avant des solutions pour construire une stratégie conjointe afin de contribuer aux débats internationaux de prise de décision dans le cadre de l'agenda post 2015, du suivi de Rio+20 et de préparation du sommet Habitat III. Coordinné par CGLU, l'Organisation mondiale des Cités et Gouvernements Locaux Unis, le Groupe de Travail représente environ 500.000 gouvernements locaux et régionaux de toutes les régions du monde, dont ICLEI – Gouvernements locaux pour la Durabilité, AIMF – Association Internationale des Maires francophones, ATO – l'Organisation des Villes Arabes, CLGF – le Forum des gouvernements locaux du Commonwealth, MERCOCIUDADES – le réseau des villes du Mercosur, nrg4sd – réseau des Gouvernements régionaux pour le développement durable, et ses partenaires : ONU-Habitat, CITIES ALLIANCE, DeLog, Commission Européenne, Ministère Français des Affaires Etrangère, Habitat for Humanity, HLP Post 2015, Huairou Commission, OIT, Millenium Campaign, One UN Secretariat, Slum Dwellers International, SUEZ, UNCDF, PNUD, UNESCO, UNICEF, UNSDSN et la Campagne Urbaine Mondiale.

### **Le Hub régional du PNUD pour l'Afrique**

Le Hub régional du PNUD pour l'Afrique à Addis Abeba en Ethiopie a été inauguré en 2013 et couvre 46 pays de l'Afrique Sub-saharienne. Une équipe de plus de 80 experts en politique de développement et diverses aires thématiques appuie les bureaux pays du PNUD et gère les programmes et projets régionaux. Avec ses partenaires, le Hub régional s'emploie à construire et diffuser des connaissances sur les priorités clés du développement de l'Afrique.

Le PNUD reconnaît le rôle crucial des organismes régionaux comme l'Union Africaine et d'institutions comme la Commission Economique pour l'Afrique pour construire la paix, résoudre les conflits et promouvoir la bonne gouvernance, le développement durable et la réduction de la pauvreté. Depuis Addis Abeba, le PNUD poursuit son appui à des programmes qui cherchent à éradiquer la pauvreté, à placer les pays africains sur le chemin de la croissance durable et du développement et à aider l'Afrique à participer activement à l'économie mondiale et à agir sur la scène politique.

### **LECTURES UTILES**

---

- **Lignes Directrices Internationales sur la Décentralisation et l'accès aux services de base pour tous**  
<http://unhabitat.org/books/lignes-directrices-internationales-sur-laces-aux-services-de-base-pour-tous-international-guidelines-on-decentralization-and-access-to-basic-services-for-all/>
- **La finance inclusive pour une croissance inclusive. United Nations Capital Development Fund**  
<http://www.uncdf.org/en/financial-services-for-the-poor>
- **Charte Africaine sur les valeurs et principes de la Décentralisation, Gouvernance locale et Développement local**  
<http://www.au.int/en/content/african-charter-values-and-principles-decentralisation-local-governance-and-local-developmen>
- **Financer le développement Urbain et Local : le lien manquant dans la finance pour le développement Durable. Groupe de Travail mondial des gouvernements locaux et régionaux (Global Taskforce of local and regional governments)**  
[http://media.wix.com/ugd/bfe783\\_ef32d0e158324c1986c0603bfad6a272.pdf](http://media.wix.com/ugd/bfe783_ef32d0e158324c1986c0603bfad6a272.pdf)
- **Publications issues de la Campagne mondiale *REolutions To Fund Cities* (Repenser les solutions économiques et financières pour le développement local) lancée et animée par le FMDV avec le soutien de CGLU et Metropolis**  
<http://www.resolutionstofundcities.org>